

solliciter les vues. Le GSS est chargé d'élaborer la Déclaration et le Plan d'action des Sommets par l'intermédiaire de coordonnateurs nationaux. De plus, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère a organisé une série de réunions dans tout le Canada sur des questions générales touchant l'hémisphère et sur des secteurs spécifiques, en sollicitant la contribution des parlementaires ainsi que d'une variété d'ONG, d'experts, d'universitaires, de groupes autochtones, de groupes de jeunes, incluant le secteur privé. De plus amples détails sur les consultations tenues par le Gouvernement dans le cadre du processus du Sommet des Amériques sont disponibles sur le site <http://www.ameriquescanada.org>.

Lors du premier Sommet des Amériques, en 1994, la Déclaration de Miami a fermement établi l'importance de la participation des organisations non gouvernementales dans le renforcement et la préservation des institutions démocratiques, importance qui a été réaffirmée lors des deux Sommets ultérieurs. En conséquence, plusieurs comités gouvernementaux ont été créés dans l'ensemble de l'hémisphère dans le but d'accroître et de renforcer la participation de la société civile aux questions hémisphériques. Il convient de noter particulièrement la Commission sur la participation de la société civile aux activités de l'OEA, qui cherche à augmenter et à régulariser les consultations et l'échange d'information entre les groupes de la société civile et l'OEA; le Comité des représentants gouvernementaux de la ZLEA sur la participation de la société civile, qui reçoit des suggestions de groupes de la société civile, les analyse et présente les vues aux ministres du Commerce; et enfin, le Comité spécial de l'OEA sur la gestion des Sommets interaméricains (CEGCI) de l'OEA, qui est devenu le principal mécanisme consultatif sur le processus du Sommet, pour les groupes de la société civile à l'échelle de l'hémisphère.

Au mois de février 2000, le Représentant permanent du Canada auprès de l'OEA, dans ses fonctions de président du CEGCI, a pris l'initiative d'ouvrir les sessions de ce dernier aux organisations de la société civile et de les diffuser directement sur Internet. Il s'agit maintenant d'un processus permanent, tant dans la phase de mise en œuvre que dans la préparation du prochain Sommet. Les recommandations reçues par le président du Comité sont transmises aux coordonnateurs nationaux au cours des réunions du Groupe de suivi du Sommet.

TRANSPARENCE

En augmentant l'effet des décisions prises au niveau mondial sur les particuliers, la mondialisation a stimulé l'intérêt des citoyens pour les affaires internationales. Cet intérêt accru, combiné aux progrès technologiques a permis un plus grand accès à l'information et le

